

DECEMBRE 1983.

N° 8402

FORMES D'ORGANISATION IMPLICITES
A LA THEORIE GENERALE

UNE INTERPRÉTATION DE L'ESSOR PUIS
DE LA CRISE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
KEYNÉSIENNES.

Robert BOYER

Texte de la communication présentée au Colloque International :
KEYNES AUJOURD'HUI : THEORIES ET POLITIQUES, Paris, Septembre 1983.



1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

FORMES D'ORGANISATION IMPLICITES
A LA THEORIE GENERALE

Une interprétation de l'essor puis
de la crise des politiques économiques
keynésiennes.

Robert BOYER

RESUME

L'article propose une lecture particulière de la Théorie Générale. et insiste sur la place des formes d'organisation dans les déterminants de l'équilibre macroéconomique de sous-emploi. Cette caractéristique est mise en rapport avec la configuration socio-politique des économies capitalistes après la première guerre mondiale. De la même façon le succès du Keynésianisme est rattaché à l'implantation effective du programme moderniste dont KEYNES était porteur dans sa recherche d'une troisième voie. Cette grille d'analyse permet alors d'interpréter la forme spécifique que prend de nos jours la crise et suggère aux keynésiens un programme de recherches qui appelle maintes innovations dans leurs propositions de politique économique.

GENERAL THEORY AND INSTITUTIONS

Rise and decline of Keynesian economic policies : an interpretation.

Robert BOYER

Abstract

The paper insists upon the specific forms of organization and social institutions which, according to J.M. KEYNES, explain under unemployment equilibria. Among them the new social relations of work after W.W.I, the consequences of financial capital on real investment decision. So the success of KEYNES'ideas seems closely related to the modernist political program of a third solutions between old competitive Capitalism and State Socialism. Hence some hypotheses about the reasons of the decline and crisis of economic policies of Keynesian inspiration : the very implementation of the reforms proposed by the General Theory fosters new trends in growth and inflation and finally original macroeconomic disequilibria.

En ce milieu des années quatre-vingt, apprécier l'apport de KEYNES n'est pas chose facile. Lors des années soixante, beaucoup avaient attribué aux conceptions keynésiennes le mérite d'avoir transformé tout à la fois la théorie économique, les orientations des politiques des Etats, voire certaines caractéristiques clés de l'organisation sociale, économique et financière. Mais aujourd'hui, le doute a fait place aux certitudes, si bien que les appréciations de l'héritage keynésien sont particulièrement contrastées.

Dans ces conditions, il peut être utile de faire retour à la Théorie Générale et de se demander si l'apport majeur de KEYNES n'a pas été de produire une théorie, peut-être imparfaite et inachevée, mais qui tente d'incorporer les caractéristiques majeures d'une économie capitaliste arrivée à maturité dans un modèle analytique simple. Pour citer KEYNES lui-même : *"Notre critique de la théorie classique admise a consisté moins à relever des erreurs logiques dans son analyse qu'à mettre en évidence le fait que ses hypothèses implicites ne sont jamais ou presque jamais vérifiées et que par suite elle se trouve incapable de résoudre les problèmes économiques du monde concret"*. (p. 392)^(*) Fort de cette légitimité et plus encore d'un principe élémentaire de méthode, ce texte se propose d'explorer quelques uns des enjeux associés aux politiques économiques contemporaines en examinant successivement trois questions.

. Le point de départ est une question adressée à la Théorie Générale : selon KEYNES quelles sont les formes d'organisation qui, de façon explicite ou implicite, sont retenues comme base du travail conceptuel ?

. Dans la mesure où ces dernières sont à l'origine d'un sous-emploi permanent et plus généralement d'une instabilité économique, quelles sont les réformes d'ordre institutionnel —et les politiques économiques de courte période— proposées par KEYNES ? Sur la base de recherches historiques menées par ailleurs, on se propose alors de montrer comment la mise en oeuvre de ce programme de réformes a effectivement changé la dynamique des économies capitalistes avancées.

. Mais de ces enchaînements de courte période vont résulter

(*) Le numéro des pages renvoie à l'édition française (1966).

différentes contre-tendances et transformations structurelles qui déstabilisent progressivement le régime de croissance de l'après-guerre, qu'on le qualifie de keynésien, de roosveltien ou encore qu'il corresponde au projet des sociaux démocrates. Selon cette interprétation la remise en cause de l'orthodoxie keynésienne ne tiendrait pas seulement à des facteurs politiques mais bien à l'arrivée aux limites des réformes qui avaient permis de trouver une issue favorable à la crise de 1929 et la stagnation de l'entre-deux-guerres.

Ce diagnostic, pour autant qu'il soit fondé, inviterait donc à prendre pour base d'un renouveau théorique de l'approche keynésienne une réponse à la forme originale et sans précédent que revêt la présente crise. A formes d'organisation différentes, nécessité d'une approche théorique permettant d'en examiner les conséquences quant à l'instabilité —ou dans certains cas la stabilité— du processus de formation de capital et donc la dynamique d'ensemble. Alors pourrait-on envisager la recherche de réformes institutionnelles puis de politiques économiques qui permettraient, à terme, un dépassement de la crise actuelle.

LA THEORIE GENERALE : UN EFFORT D'INTRODUCTION DANS LA THEORIE DE CERTAINES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES D'ECONOMIES CAPITALISTES PARVENUES A MATURITE ?

KEYNES ne traite pas explicitement cette question mais l'aborde à maintes reprises à l'occasion des critiques qu'il adresse aux postulats de l'économie classique. La Théorie Générale se construit ainsi en incorporant certaines spécificités des économies de son temps —et plus particulièrement anglaise—. Néanmoins ce travail s'opère à un double niveau :

- * Fondamentalement, KEYNES reproche à la théorie classique de violer *certaines caractéristiques essentielles d'une économie monétaire*. C'est sur la base de cette critique que se développe le principe de la demande effective qui invalide toute référence à la loi de SAY qui ne serait fondée que dans une hypothétique économie de troc.
- * En outre, KEYNES propose d'entériner dans le travail théorique les changements intervenus par rapport au XIXème siècle. De façon plus spécifique donc, il en vient à critiquer la théorie de l'emploi de

PIGOU sur le point de sa référence à des formes d'organisation et des mécanismes *qui n'ont plus cours dans les années vingt et trente.*

On se propose de souligner certains de ces changements, et de présenter ainsi les conceptions de KEYNES concernant respectivement les relations entre travailleurs et entreprises, l'organisation des marchés financiers et les formes de la concurrence, l'internationalisation et l'Etat.

Le traitement du salaire nominal : une question théorique mais aussi la conséquence de nouveaux rapports de force.

Les discussions à propos du statut et des effets du salaire nominal reviennent de façon récurrente tout au long de l'ouvrage. Les arguments se situent à des niveaux différents. Le plus fondamental est sans doute celui qui conduit à retenir le salaire nominal de l'unité de travail comme unité de compte (p. 60 et suivantes). Le statut du salaire nominal résulte par ailleurs du fait que le contrat de travail codifie un paiement en monnaie et non pas une rémunération par un panier de biens (p. 32 et 33). D'où la rupture par rapport aux conceptions antérieures qui faisaient du salaire réel la variable d'ajustement du marché du travail. Ayant établi que pour un niveau donné du salaire nominal pouvait exister un équilibre stable de sous-emploi, KEYNES s'interroge sur la pertinence d'une baisse de ce dernier comme moyen de retour au plein-emploi. A l'occasion de cette discussion, il est amené à préciser certaines caractéristiques institutionnelles qu'il lui semble difficile de remettre en cause.

* D'abord KEYNES fait remarquer que l'offre et la demande de travail ne dépendent pas que du salaire réel. En particulier, les entreprises sont bien incitées à embaucher plus en cas de baisse du salaire réel mais seulement pour autant que leur demande demeure constante. Or dans une société où l'activité salariée tend à être dominante, le niveau des salaires est un argument essentiel de la consommation et donc de la demande globale. En un sens, telle est la conséquence du principe de demande effective. Mais c'est aussi de façon implicite admettre que le salariat est maintenant intégré dans la reproduction économique de sorte que le salaire n'est plus seulement un coût mais aussi une composante de la demande globale. C'est ainsi reconnaître une évolution importante dans les relations entre salariés et patronat conformément à ce que l'on observe très nettement après la première guerre mondiale en Angleterre (p. 273 à 275).

* Ce même schéma vaut en dynamique lorsqu'on examine les effets d'une réduction anticipée des salaires nominaux (p. 278 - quatrième) : *"Elle sera favorable à l'investissement parce que, comme nous l'avons vu, elle augmentera l'efficacité marginale du capital ; pour la même raison elle pourra également être favorable à la consommation. En revanche, si elle donne naissance à une prévision ou simplement à une sérieuse possibilité de nouvelle réduction dans l'avenir, elle produira l'effet exactement inverse, car elle diminuera l'efficacité marginale du capital et entraînera à la fois l'ajournement de l'investissement et celui de la consommation"*. Les anticipations concernant les salaires deviennent donc une variable clé de décisions d'investissement et l'on serait tenté de voir dans le raisonnement de KEYNES les conséquences de ce que certains ont pu appeler "l'insertion à titre viager du salariat" dans les économies capitalistes mûres.

* A ces arguments d'ordre théorique et de portée générale, KEYNES adjoint différentes références au comportement effectif de la main-d'oeuvre, qu'il s'agisse d'offre de travail face aux variations du salaire et des prix (p. 35), ou des réactions des syndicats face aux tentatives de baisse des salaires nominaux (p. 37). Au cours des développements correspondants, KEYNES explicite les raisons qui en stricte logique économique conduisent les différentes catégories de salariés à accepter une réduction relative de leur salaire réel. C'est implicitement admettre que la stratification du salariat est à peu près stabilisée de sorte que prévaut une hiérarchie des salaires rigide. Cette conception s'oppose à celle des classiques qui tendraient à analyser autant de marchés que de qualifications et bassins de main-d'oeuvre. Mais KEYNES se hâte d'ajouter que *"la compétition autour des salaires nominaux influe surtout sur la répartition du salaire réel global entre les groupes de travailleurs et non sur le montant moyen par unité de travail, lequel dépend...d'une série d'autres facteurs"* (p. 36).

* La discussion complète des limites et erreurs des conceptions classiques concernant le salaire s'achève par une prise de position de nature normative. *"Il est donc heureux que par instinct et d'ailleurs sans s'en rendre compte les travailleurs se montrent des économistes plus raisonnables que les auteurs classiques lorsqu'ils résistent aux réductions des salaires nominaux..."* (p. 36). Dans ce but KEYNES mobilise différents arguments. Historique d'abord, lorsqu'il

évoque le développement du chômage aux Etats-Unis en 1932, en dépit de la faible résistance aux baisses du salaire nominal (p. 31). Théoriques ensuite, puisque de telles baisses diminuent les prix dans une proportion qui déplace le partage des revenus au détriment des salariés, ce qui a pour effet de réduire la propension moyenne à consommer, mécanisme qui est donc plutôt défavorable au retour au plein-emploi (p. 237). Et d'invoquer aussi les effets à moyen terme sur les anticipations (p. 278), l'influence déprimante de la déflation sur l'alourdissement des dettes (p. 279). Mais KEYNES signale aussi certains effets positifs d'une baisse des salaires, ceux par exemple associés à l'amélioration de la position concurrentielle par rapport à l'étranger (p. 277 et 278).

KEYNES incorpore ainsi dans sa formalisation certaines caractéristiques du salariat qui avaient émergé de l'évolution de longue période de l'Angleterre, selon un mouvement que la première guerre mondiale et ses conséquences avaient accentué. Néanmoins il est clair que la rigidité à la baisse du salaire nominal n'est pas la cause du sous-emploi, comme le souligne à maintes reprises KEYNES dans la Théorie Générale et dans les articles postérieurs en réponse à l'interprétation avancée par exemple par J. HICKS. En effet un état de chômage involontaire peut se prolonger, voire s'approfondir, même si le salaire réel est inférieur à la productivité potentielle du système productif, ou égal à celle associée au niveau de la demande effective.

Les conséquences de marchés financiers développés sur l'état de la prévision à long terme.

KEYNES procède à une démarche équivalente à propos de la monnaie, puisqu'il précise d'abord le statut théorique de cette dernière et ses conséquences sur l'investissement et la production, puis spécifie la nature exacte des institutions financières de son temps, responsables selon lui, de l'instabilité économique et de la possibilité d'une dépression durable.

* La critique keynésienne du statut de la monnaie dans la théorie classique conduit KEYNES à proposer "une théorie de l'équi-

libre mouvant, i.e la théorie d'un système où les variations des vues sur l'avenir peuvent influencer sur la situation présente ; car l'importance de la monnaie découle essentiellement du fait qu'elle constitue un lien entre le présent et l'avenir" (p. 309)... "Tant qu'il subsistera un type de richesse durable, il sera susceptible de posséder les attributs de la monnaie et pourra donner naissance aux problèmes qui caractérisent l'économie monétaire" (p. 310). Ainsi se trouve introduit le rôle de la monnaie en tant qu'actif liquide, et support de l'incertitude affectant les choix intertemporels. De ce fait la monnaie peut influencer, y compris les choix productifs, et non plus seulement l'évaluation monétaire d'une série de productions ne dépendant que de facteurs réels, selon la conception héritée de la théorie quantitative de la monnaie. Mais KEYNES ne s'en arrête pas à cette percée théorique puisqu'il propose d'en tirer les conséquences dans son analyse de l'organisation financière de l'économie anglaise de son temps.

* L'auteur de la Théorie Générale est particulièrement sensible aux changements intervenus dans les formes de la propriété, la séparation entre gestionnaires et rentiers et à la socialisation fort imparfaite des décisions à long terme qu'assurent les marchés financiers et boursiers. Le chapitre XII livre par exemple l'analyse suivante : "Cependant lorsque l'on décidait de mettre de l'argent dans les affaires privées conçues à l'ancienne mode, de telles décisions étaient en grande partie irrévocables, non seulement pour la communauté dans son ensemble mais encore pour les individus pris isolément. La scission entre la propriété et la gestion du capital qui prévaut à l'heure actuelle et l'extension prise par les marchés financiers organisés ont fait intervenir un nouveau facteur d'une grande importance, qui facilite parfois l'investissement, mais qui parfois aussi contribue à aggraver l'instabilité du système" (p. 165). Alors, du fait du rôle de la Bourse, les investissements sont moins gouvernés par les prévisions des entrepreneurs de profession que les vues des opérateurs du stock-exchange, les soumettant à une réévaluation permanente. Or c'est souvent la pure convention qui conduit à considérer que le cours actuel des affaires se continuera indéfiniment, de sorte qu'est introduit un certain degré de continuité, tout au moins

tant que les résultats financiers effectifs correspondent à peu près à la convention. Mais qu'un évènement vienne infirmer cette vue commune et tous les opérateurs du marché adopteront brutalement une convention strictement inverse : l'état de crise peut alors se prolonger puisque s'engage un processus d'autovalidation des anticipations. Pour KEYNES la formation des anticipations est un phénomène éminemment social qui n'a que peu de rapport avec l'image qu'en donne l'hypothèse de rationalité parfaite et qui considère que le spéculateur finit par trouver le modèle exact qui génère, moyennant quelques aléas, l'évolution effective. La polarisation des vues sur l'avenir, tantôt vers un excès d'optimisme, tantôt vers un pessimisme noir, semble constituer une caractéristique des marchés financiers modernes. Ne faut-il pas rappeler le mot célèbre de KEYNES : *"la sagesse universelle enseigne qu'il vaut mieux pour sa réputation échouer avec les conventions que réussir contre elles"* (p. 173).

Dès lors se dégage de la Théorie Générale l'hypothèse que les structures financières contemporaines tendent plutôt à aggraver l'instabilité de la formation de capital, ce qui par le jeu de la demande effective influe sur l'emploi. On dispose ainsi d'une intégration poussée entre forme de la monnaie et nature du chômage et des crises. Pour citer KEYNES lui-même : *"les spéculateurs peuvent être aussi inoffensifs que des bulles d'air dans un courant régulier d'entreprise. Mais la situation devient sérieuse lorsque l'entreprise n'est plus qu'une bulle d'air dans le tourbillon spéculatif. Lorsque dans un pays le développement du capital devient le sous-produit de l'activité d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défectueuses. Si on considère que le but proprement social des Bourses de Valeurs est de canaliser l'investissement nouveau dans les directions les plus favorables au rendement futur, on ne peut revendiquer le genre de succès obtenu par Wall Street comme un éclatant triomphe du Laissez-Faire capitaliste"* (p. 174).

Force est de reconnaître que cette hypothèse fondamentale est fort mal, ou pas du tout, incorporée dans les formalisations de types IS-LM ou celles des modèles économétriques d'inspiration keynésienne, qui se sont attachés à une description précise des marchés financiers. Aussi à la suite de H.P. MINSKY (1975), lecteur de KEYNES, faut-il considérer que les économies contemporaines ne ressemblent en rien

à un marché où des produits s'échangent contre des produits et sur lequel prévalent quelques imperfections, tenant par exemple à la rigidité des prix. Une partie de la Théorie Générale autorise une tout autre conception : celle d'une économie capitaliste pleinement développée dans laquelle les décisions de formation du capital dépendent d'une stratégie financière exprimée au sein des conseils d'administration de holding. Les considérables innovations financières qui sont intervenues depuis 1945, plus encore la sophistication des instruments de placement et des formes de monnaie suscitée par la crise actuelle, donnent toute leur actualité aux propositions de KEYNES : intégrer dans un modèle macroéconomique les conséquences des formes modernes que prend l'accumulation de capital sous sa double forme monétaire et financière d'une part, productive de l'autre.

* Par contre KEYNES n'innove pas beaucoup en ce qui concerne les conséquences de ces transformations sur la formation des prix. Trop préoccupé sans doute à rejeter le second des postulats de l'économie classique, à savoir que le salaire réel est égal à la désutilité marginale du travail, KEYNES adopte sans trop de difficultés l'hypothèse que le salaire réel est égal au produit marginal du travail (p. 27). Ainsi le chapitre XXI consacré à la théorie des prix se limite à immerger dans le modèle de demande effective une détermination des prix de type concurrentiel. Une fois l'échelle de la production fixée, le niveau des prix ne dépend plus que du taux de rémunération des différents facteurs entrant dans le coût marginal (p. 310). Néanmoins dans ce chapitre KEYNES revient sur l'hypothèse de rendements décroissants à court terme qui a souvent posé problèmes puisqu'elle associe baisse du salaire réel et expansion. Il y traite aussi de l'élasticité de l'offre (p. 315) mais simplement pour signaler qu'elle atténue la distinction trop contrastée entre sous-emploi et stabilité des prix d'un côté, plein-emploi et inflation de l'autre. KEYNES ne semble pas évoquer les changements qu'introduirait dans son système l'hypothèse de concurrence imparfaite, contrairement donc à ce que feront les macroéconomistes keynésiens dans les modèles économétriques qu'ils bâtiront après la deuxième guerre mondiale.

Une faible internationalisation des échanges, un Etat peu présent.

Dans tous ses travaux antérieurs aussi bien que postérieurs à la Théorie Générale, KEYNES a largement traité des relations internationales. En particulier il avait établi une relation entre le nouveau rapport de forces favorable aux salariés et la difficulté pour la Grande Bretagne de continuer à jouer son rôle financier à l'échelle internationale. Pourtant l'oeuvre qui l'a fait passer à la postérité ne traite que très incidemment de ces questions, au point que l'on a pu s'interroger sur la signification de cet oubli. Soit il s'agirait simplement de la conséquence du caractère théorique de l'ouvrage, KEYNES laissant à d'autres écrits ou auteurs le soin de passer d'une économie fermée à un système ouvert aux échanges internationaux. Soit au contraire, la théorie s'appliquerait au niveau international...pour autant que l'on puisse admettre que l'économie mondiale est suffisamment homogène pour constituer la base de l'analyse keynésienne.

* A priori la première proposition semble plus facilement acceptable que la seconde. Ainsi dans le chapitre II KEYNES entend repousser l'idée que le système classique pourrait correspondre à une économie largement ouverte alors que le sien s'appliquerait à une économie fermée. Après avoir explicité la rupture qu'il propose par rapport au marché du travail classique, KEYNES s'empresse d'ajouter : *"Les conclusions classiques, il ne faut pas l'oublier, sont destinées à s'appliquer à la main-d'oeuvre dans son ensemble. Elles ne signifient pas simplement qu'un individu peut trouver du travail en acceptant un abaissement de salaire nominal que ses compagnons refusent. Elles sont censées être également applicables à un système fermé et à un système ouvert. Elles ne dépendent ni des caractéristiques propres d'un système ouvert ni des effets qu'une réduction des salaires nominaux dans un seul pays produit sur son commerce extérieur, lesquels n'ont pas à intervenir dans le raisonnement"* (p. 33). C'est donc bien une préoccupation concernant la clarté du message théorique qui explique que la Théorie Générale ne discute pas des échanges et des relations internationales. En effet, comme l'ont montré ultérieurement les approches keynésiennes en terme d'effets revenus et de capacités d'absorption, le principe de la demande effective peut servir de base à une théorie internationale alternative à celle des classiques et néo-classiques.

* KEYNES revient sur la question dans le chapitre XIX où il fait la liste des différents effets sur l'emploi d'une réduction des salaires nominaux. Après avoir signalé que la répercussion la plus importante est celle sur les prix, la répartition du revenu, et donc la propension à consommer de la collectivité, KEYNES envisage précisément comme second effet celui portant sur le commerce extérieur. *"Si on a affaire à un système ouvert et si la réduction des salaires nominaux est une réduction par rapport aux salaires nominaux à l'étranger, les uns et les autres étant rapportés à la même unité, la variation est éminemment favorable à l'investissement puisqu'elle tend à améliorer la balance commerciale. Ceci suppose évidemment que le bénéfice ne soit pas annihilé par une modification des tarifs douaniers, des contingentements, etc.... Si la croyance traditionnelle à l'efficacité d'une réduction des salaires nominaux en tant que moyen d'augmenter l'emploi est plus développée en Angleterre qu'aux Etats Unis, c'est probablement parce que les Etats-Unis possèdent plus que l'Angleterre le caractère d'une économie fermée"* (p. 277-278). L'analyse se poursuit par l'étude des conséquences de la variation des termes de l'échange sur le revenu réel intérieur et la propension à consommer.

Cette remarque est intéressante puisqu'elle montre que KEYNES a pleinement conscience qu'une économie moyenne ouverte sur le marché mondial peut légitimer les conclusions classiques concernant les salaires. Il esquisse aussi l'idée que selon l'économie considérée, c'est plutôt l'effet keynésien qui domine (système faiblement ouvert et peu concurrencé) ou au contraire l'effet classique de compétitivité (pays petits et/ou spécialisés dans des produits où la concurrence par les prix est déterminante). On ne saurait mieux marquer la relativité de la construction keynésienne et l'hypothèse centrale qu'elle suppose concernant le bouclage sur l'espace national du circuit économique.

* L'Etat est le grand absent des analyses de KEYNES si tout au moins on se concentre sur les chapitres théoriques. Visiblement l'Etat ne semble pas jouer grand rôle dans les mécanismes qui conduisent au sous-emploi ou à l'instabilité des évolutions économiques. Ce trait correspond sans doute au rôle fort modeste qu'avaient les Etats avant la première guerre mondiale et à l'objectif des gouvernements de limiter les interventions publiques une fois la guerre et la reconstruction achevées. De ce fait, du chapitre conclusif de la Théorie Générale émerge une conception fort particulière de l'Etat : ce dernier devrait se charger

de réduire les divers facteurs structurels conduisant au sous-emploi, par une série de réformes institutionnelles ou de politiques stabilisatrices que par définition l'Etat est le seul agent économique en mesure de mener. C'est en particulier faire abstraction de tous les déterminants socio-politiques des interventions de l'Etat et des différents facteurs qui interdisent de le réduire à son rôle fonctionnel de stabilisation de l'activité économique. En quelque sorte la toute puissance de ce qui sera ultérieurement l'Etat keynésien semble provenir de la relative inimportance de ses fonctions traditionnelles, tout au moins dans l'ordre économique.

Il importe maintenant de cerner quelques unes des conséquences des idées de KEYNES concernant la politique économique et d'examiner dans quelle mesure elles ont favorisé l'émergence d'un mode original de développement.

DES PROPOSITIONS DU CHAPITRE FINAL DE LA THEORIE GENERALE AUX TRANSFORMATIONS EFFECTIVES DES ECONOMIES DOMINANTES APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

Expliciter l'influence des idées keynésiennes n'est pas chose facile. De fait, des pratiques d'intervention étatique ont anticipé, voire inspiré, les théorisations des propositions de KEYNES lui-même, que l'on songe à l'expérience de monnaie contrôlée du Docteur SCHACHT en Allemagne ou du New Deal aux Etats-Unis. Par ailleurs, le label "keynésien" ne sera attribué aux politiques contra-cycliques qu'assez tardivement. Enfin, des auteurs plus ou moins connus, M. KALECKI, F. GRUNIG et beaucoup d'autres encore, ont proposé des schémas explicatifs, certes différents, mais répondant aux mêmes questions.

Néanmoins les trois dernières décennies peuvent assez légitimement être qualifiées d'"ère Keynésienne", pour deux raisons essentielles, la première d'ordre théorique, la seconde de nature historique. KEYNES est en effet le premier à réintroduire au sein de la tradition classique et de l'orthodoxie académique, un cadre théorique pouvant expliquer la persistance durable de taux de chômage élevés et plus généralement la possibilité d'une instabilité financière chronique. Paradoxalement le succès des idées keynésiennes tient peut-être, pour partie, à l'ambiguïté du message de la Théorie Générale : amendement et généralisation de la théorie néo-classique ou recherche tâtonnante d'un paradigme alternatif ? En outre, une comparaison superficielle de la postérité de M. KALECKI et J.M. KEYNES inciterait à

penser que la position centrale de KEYNES dans le système académique anglais a joué un rôle non négligeable dans la diffusion fort inégale de l'héritage de ces deux auteurs.

Plus fondamentalement donc l'influence durable de la Théorie Générale tiendrait à la théorisation qu'elle propose des formes d'organisation propres à des économies capitalistes parvenues à maturité. Mais cette influence tient aussi à la victoire des conceptions philosophiques et sociales qui soustendent toute l'oeuvre de KEYNES et qui en particulier inspirent les fameuses notes finales du chapitre XXIV.

KEYNES : un réformiste et un théoricien de la troisième voie ?

KEYNES s'inscrit de façon originale par rapport aux deux grands courants de pensée, dont l'opposition a alimenté les débats et les conflits de l'entre-deux-guerres puis de la période postérieure à 1945 (S. de BRUNHOFF (1983)). D'un côté les libéraux nostalgiques interprétaient déjà la crise des années trente comme le résultat de la violation des "lois du marché", et proposaient un retour à ces dernières comme seule issue. De l'autre les courants socialiste et communiste analysaient ce même épisode comme le reflet du retard des rapports sociaux —et tout particulièrement des formes de propriété— vis à vis de l'évolution des forces productives, le système soviétique constituant une référence, voire un modèle.

En fait, la solution de KEYNES est bien différente puisqu'elle se conçoit comme une troisième voie, selon laquelle un minimum de réformes économiques, financières et sociales permettrait au marché de retrouver son efficacité, comme moyens de coordination d'activités décentralisées. En effet KEYNES estimait que *la suppression des lacunes de la théorie classique ne conduit pas à abandonner "le Système de Manchester" mais simplement à indiquer la nature du cadre qu'exige le libre jeu des forces économiques pour que les possibilités de la production puissent être toutes réalisées. L'existence des organes centraux de direction nécessaires à assurer le plein-emploi entraînera, bien entendu, une large extension des fonctions traditionnelles de l'Etat"* (p. 393).

Le pouvoir de conviction de KEYNES tient précisément au fait que les interventions de l'Etat qu'il propose dérivent logiquement de sa construction théorique : ce dernier se doit d'influer sur ceux des déterminants de la demande effective qui, hors d'atteinte des mécanismes

régulateurs du marché, peuvent favoriser l'obtention du plein-emploi. Et de proposer une redistribution du revenu en faveur des plus démunis dont la propension à la consommation est la plus élevée. Ou encore de promouvoir de bas taux d'intérêt et une lente et silencieuse expropriation des rentiers au profit d'une nouvelle génération de gestionnaires et d'hommes d'affaires. Enfin pour lui l'action stabilisatrice sur les décisions d'investissement peut s'affranchir de la nationalisation pourvu que l'Etat se donne suffisamment de moyens pour les canaliser. Enfin, on l'a souligné, KEYNES admet que le salaire nominal n'a plus nécessairement à être régulé par les forces du marché mais qu'il définit au contraire le pivot à partir duquel s'établit le système de prix et se boucle le circuit économique.

Enfin, la Théorie Générale donne sens et légitimité à des propositions qui jusqu'alors demeuraient éparses et ne débouchaient pas sur une synthèse théorique et un programme politique complet. A cet égard le rapprochement avec les intellectuels qui furent à l'origine du New Deal ou le groupe X-Crise en France est éclairant. Après la seconde guerre mondiale et de nombreux conflits, c'est effectivement la troisième voie du réformisme keynésien qui permet d'éviter le retour aux évolutions catastrophiques de l'entre-deux-guerres.

Les transformations structurelles postérieures à 1945 s'inscrivent effectivement dans la logique keynésienne.

A l'issue d'un processus particulièrement complexe, souvent déroutant pour les contemporains, chacune des grandes économies dominantes enregistre en effet une mutation de ses principales formes d'organisation. Ces changements s'inscrivent assez bien dans la logique keynésienne, même si ils peuvent s'en écarter sur certains points précis.

* *De nouveaux mécanismes de formation du salaire nominal conduisent bien à une rigidité à la baisse.* Les principes du New Deal concernant le soutien aux syndicats et la défense du niveau de vie des salariés, associés à un dynamisme économique retrouvé, entraînent un allongement de la durée des conventions salariales et une certaine atténuation du rôle du chômage comme régulateur des salaires (R.J. GORDON (1980)

J. SACHS (1980)). Dans les pays européens, un changement du rapport de force socio-politique permet une série de conquêtes ouvrières qui s'étendent de la reconnaissance du salaire minimum à la participation aux gains de productivité permis par la modernisation, en passant par une quasi-indexation des salaires sur les prix (R. BOYER (1979), P. ARTUS (1983)). Le salaire nominal s'affranchit donc, progressivement et partiellement des forces du marché pour devenir le résultat d'un marchandage entre patronat et salariés, souvent relayé par les instances étatiques.

De ce fait disparaissent les épisodes au cours desquels la baisse des salaires nominaux est la conséquence logique d'une extension du chômage. Plus encore c'est la progression même du niveau de vie des salariés qui tend à être rigide (J. SACHS (1980)). Ceci correspond donc aux conceptions de KEYNES...avec la particularité cependant que cette rigidité intervient dans les années soixante et non pas dès le début des années vingt, l'avance des salariés britanniques dans la matière pouvant expliquer ce décalage. Sur un point essentiel cependant, l'évolution historique ne correspond pas aux anticipations de KEYNES : c'est à travers le développement des transferts sociaux et des dépenses publiques (Ch. ANDRE et R. DELORME (1983)) qu'est soutenu le revenu des couches sociales les plus défavorisées, et non le simple jeu d'un système fiscal pénalisant les hauts revenus et la fortune.

** Socialisation de l'investissement, contrôle du crédit et nouveaux principes de politique monétaire correspondent effectivement aux anticipations de KEYNES. La diffusion des méthodes de production et du mode de vie correspondant au "modèle américain" semble avoir canalisé fort efficacement les vues à long terme des entreprises. Ainsi s'introduit un facteur majeur de stabilisation des décisions d'investissement, tout particulièrement si l'on se réfère à l'éclatement des anticipations qui avaient marqué les années trente. Cependant la confirmation des propositions keynésiennes n'est pas totale puisque l'on enregistre une extension notable du secteur public, dans les pays européens tout au moins. Par contre l'idée même d'une planification nationale indicative n'est pas étrangère aux idées de KEYNES : ne s'agit-il pas de fournir un cadre qui permette ensuite aux décisions décentralisées de montrer toute leur efficacité (S. ESTRIN et P. HOLMES (1983)) ?*

La politique monétaire enregistre une rupture car elle est de plus en plus subordonnée aux impératifs de reconstruction et de modernisation, puis de stimulation de la croissance, enfin de stabilisation conjoncturelle. Conformément aux propositions de KEYNES les taux d'intérêt nominaux, et plus encore réels, privilégient l'investissement productif au détriment des épargnants et des rentiers dont l'inflation accélère le déclin. Mais sur ce point encore, la nationalisation du crédit et de certaines banques de dépôts contredit la thèse keynésienne de l'inimportance des formes de la propriété. En effet l'Etat se fait alors entrepreneur et banquier car cela apparaît aux gouvernements comme nécessaire pour diminuer le pouvoir d'un capitalisme financier et stimuler ainsi la modernisation industrielle.

* *La recomposition de l'économie internationale sous l'égide des Etats-Unis et une silencieuse reconquête du marché intérieur constituent enfin le troisième pilier de l'édifice keynésien.* Bien que ce soit un domaine sur lequel la Théorie Générale est peu locale — mais pas le reste de l'oeuvre de KEYNES —, il est essentiel à la compréhension de l'exceptionnelle croissance de l'après guerre. En effet les années 1919 à 1939 avaient été marquées par une instabilité internationale considérable due en particulier à l'opposition entre la puissance hégémonique déclinante qu'était l'Angleterre et l'essor des Etats Unis (C.P. KINDELBERGER (1978)). Au contraire après 1945, Les Etats Unis s'imposent comme pays dominant, et ce à un double titre. D'abord ce sont leurs méthodes de production et leur mode de vie qui constituent la référence lors de la reconstruction. Ensuite l'hégémonie américaine aboutit à la codification de nouvelles règles quant aux relations internationales en un système où les intérêts des Etats-Unis et la nécessité de stabilisation de l'ensemble de l'économie mondiale s'avèrent des objectifs compatibles.

Ce contexte international favorable a pour conséquence d'induire une atténuation, progressive mais significative, de la dépendance extérieure des économies européennes au fur et à mesure que se reconstituent les bases d'une croissance largement auto-centrée (J. MISTRAL (1981)). En conséquence, le circuit keynésien production-revenu-demande devient une réalité pour les principales économies dominantes dont le potentiel productif est reconstitué et qui ne sont alors que modérément ouvertes sur l'extérieur. Ainsi le succès de la théorie keynésienne est-il inséparable de celui rencontré dans la mise en oeuvre du programme moderniste qu'il proposait comme alternative aussi bien à un laisser-faire devenu obsolète qu'à

une planification socialiste, considérée par KEYNES comme inadaptée aux véritables enjeux de la période. Finalement l'impact de la Théorie Générale tient tout autant à la réalisation du programme qu'esquissait le chapitre XXIV qu'à l'exactitude de son diagnostic concernant les maux dont souffraient les économies de son temps.

DE L'AGE D'OR DU KEYNESIANISME A UNE NOUVELLE FORME DE CRISE : UNE CONSEQUENCE PARADOXALE DU SUCCES DE LA THEORIE GENERALE.

Selon cette interprétation, le destin intellectuel de l'oeuvre de KEYNES entretient des relations étroites avec les conséquences socio-économiques de la mise en pratique d'un ensemble de réformes, dont la contribution de l'économiste de Cambridge a pu servir de symbole. Il est alors tentant d'avancer une hypothèse, quelque peu paradoxale : celle d'un lien dialectique caché qui unirait la phase de keynésianisme triomphant à celle qui lui succède, marquée par un rejet d'autant plus violent (bien qu'à notre sens injustifié) que l'adhésion avait été plus complète dans les années soixante. Ce serait en effet le succès même des pratiques économiques et sociales impulsées sous la bannière du keynésianisme qui induirait certaines tendances longues conduisant in fine à une nouvelle forme de crise, face à laquelle les pratiques antérieures des pouvoirs publics se trouveraient relativement impuissantes.

Le cercle vertueux de la croissance comme moyen de résolution des conflits : l'une des raisons de l'essor du keynésianisme ?

L'ensemble des transformations précédemment décrites a fini par impulser un mode de développement original, en rupture avec la croissance modérée et la succession de phases d'expansion puis de crise qui n'ont cessé de marquer le XIXème siècle.

Du fait des besoins liés à la reconstruction puis à la modernisation permanente des systèmes productifs, l'investissement connaît un dynamisme considérable, car il est canalisé par le modèle américain, encouragé par une politique monétaire de bas taux d'intérêt et souvent favorisé par une extension du secteur public, industriel et bancaire. Contrairement à ce qui était intervenu dans les années trente, ce mouvement ne connaît pas d'arrêt au milieu des années cinquante car

la nouvelle codification de l'insertion des salariés alimente une forte progression de la consommation de masse. Ainsi le circuit économique se trouve-t-il bouclé par une progression rapide et sensiblement parallèle des capacités de production et de la demande de biens de consommation. A son tour ce mouvement stimule le dynamisme du secteur de l'équipement, lui-même support de la modernisation de l'ensemble du système productif et tout particulièrement du secteur de la consommation. Ainsi peuvent s'éclairer trois traits majeurs des "trente glorieuses".

D'abord la croissance connaît un relèvement significatif comme effet de ce changement qualitatif du mode de développement lui-même. Ensuite l'affranchissement progressif de la progression du revenu salarial réel vis à vis des fluctuations conjoncturelles, interdit que les récessions dégénèrent en dépression cumulative : un léger ralentissement de la croissance est en général suffisant pour restaurer les déséquilibres apparus à la fin de la période de boom. Ainsi la variabilité de la conjoncture est-elle notablement réduite. Enfin, ce mécanisme peut se prolonger en un processus cumulatif car le dynamisme de l'investissement implique celui des profits et plus encore le succès du bouclage macroéconomique valide les anticipations des entreprises, car les tendances des relations inter-industrielles et des structures de la consommation finale sont clairement perçues et aisément intériorisées. En outre le dynamisme des marchés mondiaux et la relative clarté des règles du jeu international favorisent de surcroît la croissance nationale des vieux pays industrialisés.

C'est de ce processus remarquable que résulte l'adéquation des hypothèses keynésiennes à la dynamique des années soixante, convergence qui a des conséquences largement positives...mais aussi quelques inconvénients. D'un côté en effet, ces nouvelles formes d'organisation et la croissance qu'elles impulsent permettent souvent de résoudre par unanimité une conjonction de revendications émanant des différents groupes sociaux. Ainsi la croissance du salaire direct n'est-elle pas exclusive du développement des transferts sociaux, support du salaire indirect. De même le dynamisme du revenu salarial alimente-t-il un fort niveau de taux de profit, alors que symétriquement consommation et investissement tendent à aller de pair. Quant à l'investissement de modernisation et les gains de productivité importants qu'il suscite, ils ne sont pas un obstacle à l'emploi car le rythme de progression de la demande l'emporte sur celui

de la rationalisation du système productif. Enfin au cours de cette période l'extension du secteur public et de l'économie mixte n'entre pas en conflit avec le dynamisme du secteur privé. Contrairement donc à ce que postule la théorie néo-classique, une série de revendications concernant le partage du revenu peut se trouver satisfaite simultanément grâce à une meilleure utilisation des capacités de production. Dans le domaine intellectuel, la théorie keynésienne fournit une formalisation de cette remarquable propriété qui veut qu'en situation de sous-emploi il n'est pas nécessaire "d'enlever à Jacques pour donner à Paul"! Ainsi s'explique sans doute l'adoption des idées de KEYNES par une grande variété de gouvernements allant des conservateurs les plus stricts au courant socialiste lui-même, en passant bien sûr par la tradition social-démocrate.

Mais précisément cette diffusion n'est pas sans ambiguïté ni dangers. D'un autre côté en effet les politiciens et économistes praticiens, les universitaires et les chercheurs sont incités à adopter une vision particulièrement réductrice de la théorie keynésienne. Oubliant quelque peu le rôle essentiel du programme de modernisation et de réformes de l'après guerre, ils acquièrent ainsi l'illusion que le nouveau cours de la croissance économique tient principalement —voire exclusivement— aux nouveaux instruments de stabilisation contracycliques, à une meilleure connaissance statistique ou encore aux prévisions élaborées grâce aux modèles macroéconométriques. Selon la présente interprétation c'est en fait confondre *changement du mode de développement et celui du principe d'intervention conjoncturelle d'inspiration keynésienne*. En fait, le second est le couronnement du premier, il n'en est pas la base. L'étude des politiques économiques menées au cours de la dernière décennie confirme d'ailleurs ce point de vue : les difficultés croissantes rencontrées par les gouvernements à prolonger les politiques keynésiennes dérivent de l'arrivée aux limites du mode de développement, de sorte alors qu'une même politique, loin de conforter le cercle vertueux de croissance antérieure, précipite un cercle vicieux stagflationniste (R. BOYER, J. MISTRAL (1983)).

L'attrait des idées simples —ou même simplistes— en période de montée des incertitudes, le basculement de la plupart des coalitions politiques vers le conservatisme ne suffisent donc pas à expliquer la contre-révolution néo-classique. Pour discutables qu'ils soient, les arguments avancés

par les tenants de l'économie de l'offre, de la "nouvelle" théorie classique ou encore des anticipations rationnelles illustrent à leur manière quelques uns des obstacles sur lesquels est venue buter la croissance de l'après-guerre...Mais ils ne définissent nullement un dépassement et une généralisation du schéma keynésien. Bien au contraire ces attaques témoignent de la profondeur de l'influence de KEYNES...y compris quant à l'émergence d'une nouvelle forme de crise !

Le succès même du keynésianisme impulse des tendances et transformations structurelles qui remettent en cause ses formulations initiales.

Rétrospectivement l'élaboration de la théorie keynésienne apparaît comme étroitement conditionnée par *la crise des années trente* : insuffisance de la demande effective par comparaison avec les gains de productivité potentiels permis par le taylorisme, risque de dépression cumulative accompagnée d'une baisse des prix, réticences ou blocages des gouvernements quant à une action sur la monnaie et le budget comme moyen de sortie de crise. Les circonstances au cours de *la décennie soixante-dix* apparaissent presque symétriques, trait pour trait : notable ralentissement des gains de productivité malgré le dynamisme de la demande, accélération puis maintien de l'inflation après une reprise partielle, limites à l'efficacité des politiques économiques et financières en dépit même de la multiplicité de leurs points d'intervention. Un tel renversement est trop marqué pour être simplement accidentel. Il est en fait la conséquence des tendances longues et des déséquilibres alimentés par la mise en place du régime de croissance "keynésien". On décrira brièvement trois des mécanismes conduisant à ce retournement.

* Le dynamisme de la demande effective fut une condition de la mobilisation des rendements d'échelle croissants que permettaient les méthodes taylorienne et fordienne. Initialement le marché intérieur et sa reconquête définirent un espace suffisant à l'obtention des gains de productivité correspondants. Pourtant à partir de la fin des années soixante, la poursuite de ce même mode d'organisation de la production a supposé *une extraversion croissante de chacun des systèmes productifs nationaux* : seuls les marchés conçus à l'échelle mondiale parurent garantir

La prospérité des grandes entreprises. Du fait de cette recherche de débouchés extérieurs, les industries nationales évoluèrent vers une plus grande spécialisation : le quasi-doublement de la part des exportations dans la production totale...et un mouvement simultané et parallèle de pénétration de la plupart des marchés intérieurs constitue la conséquence logique de cet élargissement de l'espace géographique sur la base duquel sont arrêtés les choix productifs. Deux conséquences de ce changement remettent en cause la logique keynésienne. Au niveau de chaque pays, les instruments budgétaires et monétaires perdent de leur efficacité, car une relance de la demande stimule de moins en moins la production nationale, caractéristique qui n'invalide pas le modèle keynésien mais limite singulièrement les marges d'autonomie de chaque nation. Au niveau international, la lutte pour les parts de marché introduit une concurrence qui ruine progressivement les bases de l'essor simultané des principales économies dominantes : les gains de certains pays se font au détriment d'autres ce qui a pour conséquence d'initier une spirale déflationniste qui partant des industries les plus compétitives se généralise à l'ensemble du système.

* Mais la croissance générale est limitée par un facteur plus fondamental encore : *l'essoufflement des gains de productivité* aux Etats Unis, dès les années 1967-1968, enregistre semble-t-il, les limites sociales (rejet du travail fordien), économiques (alourdissement du coefficient de capital dans un contexte de ralentissement de l'investissement), enfin technologiques (épuiement des normes de production et de consommation) du mode de développement de l'après guerre. Or la plupart des formes d'organisation —de la grande entreprise aux conventions salariales fordiennes en passant par l'Etat du Bien-Etre— supposaient précisément la poursuite de gains de productivité importants. Pour autant que dans une première phase de la crise les salariés parviennent à maintenir la progression de leur revenu réel, c'est donc les profits qui enregistrent les conséquences défavorables de ce mouvement, qui s'amplifie ensuite du fait de la détérioration des termes de l'échange pour les principales économies industrielles. Ainsi réapparaissent les conditions d'un chômage classique qui pour être transitoire n'en contredit pas moins la prépondérance et la quasi-exclusivité du chômage keynésien qui prévalait antérieurement (E. MALINVAUD (1978))

P. ARTUS et Alii (1982), M.B. BOISSOU. et alii (1983)). De ce fait la limitation de la demande effective n'est plus nécessairement le seul facteur explicatif du sous-emploi. C'est sur la base d'un tel constat que se sont construites les théories contemporaines, soit qu'elles cherchent à englober dans un système plus général le modèle keynésien (cas des théories du déséquilibre), soit qu'au contraire elles visent à restaurer, dans toute leur pureté, les intuitions de la théorie classique (première génération des modèles d'anticipations rationnelles).

* Enfin la dernière décennie désigne *non l'insuffisance des interventions étatiques mais leur progressive perte d'efficacité* car elles s'avèrent incapables à rompre le cercle vicieux de la stagflation et de l'enfoncement dans la crise. Sur ce point encore la symétrie des situations par rapport aux années trente est l'expression même des limites des politiques conjoncturelles dont on avait peut-être tendu à surestimer l'impact. Les tentatives de relance de la fin des années soixante-dix et plus encore celles de 1981 en France montrent assez que l'acceptation d'un déficit public n'est pas une condition suffisante d'un retour aux tendances antérieures de la croissance. De la même façon une politique monétaire privilégiant l'expansion ne débouche pas nécessairement sur une reprise de l'investissement mais peut au contraire perpétuer des tensions inflationnistes. En économie ouverte et dans un système financier international en crise, l'inégalité des rythmes inflationnistes alimente des spéculations récurrentes, qui sont à leur tour à l'origine d'un cercle vicieux dévaluation-inflation-austérité...

En conséquence, les critiques adressées à la théorie keynésienne désignent des limites tout à fait réelles à la prolongation du mode de croissance de l'après guerre. Selon les présentes analyses, il ne suffit donc pas de réaffirmer les principes, les intuitions et le schéma explicatif de KEYNES : encore faut-il *innover pour répondre à la spécificité des déséquilibres macroéconomiques* dont l'origine est bien différente de ceux qu'avait analysés la Théorie Générale.

UN PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LES KEYNESIENS : INNOVER DANS LA THEORIE ET LA POLITIQUE ECONOMIQUE AFIN DE RENDRE COMPTE DE LA SPECIFICITE DE LA CRISE ACTUELLE.

Sans doute, les théories de KEYNES contribuent-elles à fournir le point de départ de toute analyse de la dynamique des économies capitalistes contemporaines : le Théorie Générale n'est-elle pas l'un des rares

cadres d'analyse à avoir tiré toutes les conséquences du caractère monétaire de l'échange marchand, des effets du capital financier sur les décisions d'investissement et de l'insertion durable des salariés dans la société ? Néanmoins il importe de reconnaître que la mise en oeuvre du programme "moderniste-keynésien" a conduit à une nouvelle configuration économique et sociale qui appelle une actualisation du modèle keynésien simplifié dont *la forme exacte* correspondait en fait aux tendances stagnationnistes et déflationnistes des années trente.

Quatre spécificités au moins devraient retenir l'attention des théoriciens. Il s'agirait d'abord de traiter beaucoup plus complètement et rigoureusement les conséquences de *l'organisation de la production et des changements techniques* sur les conditions de l'offre, afin d'enrichir le principe keynésien de la demande effective. Des recherches concernant le rôle des rendements d'échelle, la taille et la régularité d'expansion des marchés, enfin les relations entre rigidité et flexibilité des combinaisons productives pourraient utilement éclairer la dynamique fort particulière de la productivité et de l'emploi au cours de la dernière décennie.

De la même façon il est essentiel d'analyser, d'un point de vue théorique, quels pourraient être les *mécanismes régulateurs de la formation des revenus directs et indirects*... d'autant plus que la tradition keynésienne tend à rejeter un retour au Laissez-faire comme solution aux déséquilibres actuels. En particulier à quelle logique, macro mais aussi microéconomique, devraient obéir les transferts sociaux dont l'extension a jusqu'ici limité l'ampleur de la crise, mais dont on imagine difficilement la prolongation à long terme ?

L'exploration des relations croisées entre *accumulation, endettement et monnaie* est au coeur de toute théorisation des enchaînements à l'oeuvre depuis une décennie. Il semblerait en effet que peu de keynésiens aient prolongé les apports de la Théorie Générale en la matière, alors même que l'hypothèse de l'instabilité de l'accumulation du fait de la sophistication des systèmes financiers et monétaires s'avère particulièrement fructueuse. N'est-il pas en effet regrettable que le courant monétariste ait donné l'impression d'avoir le monopole des analyses du rôle de la monnaie dans l'inflation et la crise... alors même que ses

hypothèses de base correspondent si peu à la configuration des systèmes financiers contemporains ?

Enfin *l'ouverture des économies nationales* et les conséquences sur leur autonomie de *la dynamique des relations internationales* méritent d'être introduites dans les modèles keynésiens, car une partie des conclusions en économie peu ouverte peuvent être remises en cause ou tout au moins relativisées et amendées. Nul doute que le mode d'articulation de chaque pays aux marchés mondiaux devrait faire l'objet de théorisations renouvelées dans la mesure où il désigne un domaine essentiel de la politique économique. De même, la recherche de nouveaux principes d'organisation internationale est à l'ordre du jour, dès lors que l'on récuse tout retour à un système d'étalon-or —aux propriétés régulatrices largement surestimées—...mais que l'on reconnaît aussi l'effondrement des institutions issues de Bretton-Woods.

Ces *questions théoriques* dérivent directement des problèmes les plus cruciaux de la période contemporaine, conformément à l'orientation même de l'approche de KEYNES. Il est probable que cette réflexion pourrait alimenter en retour une série de *propositions de réformes*, équivalent moderne des notes conclusives de la Théorie Générale. Mais leur point d'application ne serait plus seulement la fiscalité et la gestion de la monnaie nationale, mais aussi les formes d'organisation de la production, les modalités de détermination des revenus directs et indirects, les principes de relations internationales dans un monde multi-polaire...

Oui, John Maynard KEYNES continue à fournir une référence essentielle aux débats contemporains. N'est-ce pas à partir de sa critique du Laissez-faire et de son cadre théorique qu'il convient de reconstruire une macroéconomie adaptée au temps présent ? Il se pourrait en effet que la meilleure fidélité à KEYNES ne soit pas dans la répétition de ses propositions, mais dans l'innovation et la mise en oeuvre de la méthode essentiellement pragmatique qu'il développa avec brio, il y a bientôt un demi siècle.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M. (1976)
Régulation et crise du capitalisme. Calman-Levy, Paris.
- AGLIETTA M., ORLEAN A. (1982)
La violence de la monnaie. P.U.F., Paris, Collection Economie en liberté.
- ANDRE Ch., DELORME R. (1983)
L'Etat et l'Economie. Seuil, Paris.
- ARTUS P., LAROQUE G., MICHEL G. (1982)
Estimation of quarterly macroeconomic model with quantity rationing. Paper for the "Colloque sur les développements récents de la modélisation macroéconomique". Paris, Septembre.
- BARRERE A. (1952)
Théorie économique et impulsion keynésienne. Dalloz, Paris.
- BARRERE A. (1981)
La crise n'est pas ce que l'on croit. Economica. Paris.
- BARRERE A. (1983)
Les fondements de l'économie monétaire de production. Communication au Colloque "KEYNES AUJOURD'HUI : Théories et Politiques. Paris I Panthéon-Sorbonne, 12-15 Septembre.
- BENASSY J.P. (1982)
The Economics of Market Disequilibrium. Academic Press.
- BOUISSOU M.B., LAFFONT J.J., WONG Q.H. (1983)
Econométrie du déséquilibre sur données microéconomiques. Working paper GREMAQ, Université de Toulouse I, Mars.
- BOYER R. (1976)
La croissance française de l'après guerre et les modèles macroéconomiques. Revue Economique. Septembre.
- BOYER R. (1978)
Les salaires en longue période. Economie et Statistiques, n° 103, Septembre, pp 27-57.
- BOYER R. (1981)
Les modèles macroéconomiques globaux et la Comptabilité Nationale. Working paper CEPREMAP n° 8108. Mai.
- BOYER R. (1982)
Origine, originalité et enjeux de la crise actuelle : une comparaison avec les années trente. In G. DOSTALLER : "La crise économique et sa gestion". Boréal Express.
- BOYER R. (1983)
The influence of KEYNES on french economic policy : past and present.
Paper prepared for the conference "The Policy Consequences of John Maynard KEYNES". 22-24 September, HOFSTRA UNIVERSITY, Hempstead, New York.
- BOYER R., MISTRAL J. (1983)
Politiques économiques et sortie de crise. Du carré infernal à un nouveau New Deal ?
Futuribles, Octobre.
- BOYER R., MISTRAL J. (1983)
Accumulation, inflation, crises. Presses Universitaires de France, Paris, Seconde Edition.
- BRAUDEL F., LABROUSSE E. (1980)
Histoire économique et sociale de la France. Tome IV. De 1880 à nos jours. Presses Universitaires de France, Paris.
- de BRUNHOFF S. (1983)
La critique keynésienne du "Laissez-Faire". Communication au Colloque "KEYNES AUJOURD'HUI : Théories et Politiques". Paris I Panthéon-Sorbonne, 12-15 Septembre.
- CARRE J.J., DUBOIS P., MALINVAUD E. (1972)
La croissance française. Seuil. Paris.
- CARTELIER J. (1983)
La théorie générale de KEYNES : fondements d'une économie politique hétérodoxe ?
Communication au Colloque : "KEYNES AUJOURD'HUI : Théories et Politiques, Paris I Panthéon-Sorbonne, 12-15 Septembre.
- CEPREMAP-CORDES (1977)
Approches de l'inflation: l'exemple français. Rapport de Recherche n° 22, Décembre.
- CORIAT B. (1982)
L'atelier et le chronomètre. C. Bourgeois, Paris.
- DELORS J. (1981)
Le double compromis. In I.S.E.R. : "La Social-démocratie en question". Editions de la R.P.P..
- EICHNER A.S., XREGEL J.A. (1978)
An essay on post-keynesian theory : a new paradigm in economics. Journal of Economic Literature, pp. 1293-1314.
- ENCAOUA D. (1983)
Dynamique des prix et structure industrielle : une analyse théorique et économétrique. Document de travail O.C.D.E., Juillet.
- ESTRIN S., HOLMES P. (1983)
French planning in theory and practice. Allen and Unwin.
- FEIWEL G.R. (1975)
The intellectual capital of Michael KALECKI. University of Tennessee Press.
- FOURQUET F. (1980)
Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan. Editions Recherches.

- GORDON R.J. (1980)
A consistent characterisation of a near century of price behaviour. American Economic Review, Papers and Proceedings of the 92nd Annual Meeting of the American Economic Association.
- GRUNIG F. (1933)
Le circuit économique. Edition allemande. Traduction française, Payot, 1937.
Voir abstracts in F. FOURQUET (1980). Annexe 5, p. 392-394.
- HERLAND M. (1981)
KEYNES. Union Générale d'Éditions, Paris, Collection 10/18.
- HIRSCH F. (1977)
Social limits to growth. Routledge & Kegan Paul, London.
- HOLLAND Stuard Editor (1983)
Out of the crisis. A projection for European recovery. London spokesman.
- KALDOR N. (1957)
Capitalist evolution in the light of Keynesian economics. Reprinted in "Essays on Economic Stability and Growth". Duckworth, 1960.
- KALDOR N. (1983)
Keynesian Economics after Fifty Years. In Keynes and the modern world, D. WROSWICK and J. TREVITHICK Ed, Cambridge University Press.
- KALDOR N. (1983)
Limitations of the "General Theory". Keynes Lecture in economics. The British Academy, London.
- KALDOR N. (1983)
The role of effective demand in the short run and the long run. Communication au Colloque : "KEYNES AUJOURD'HUI : Théories et Politiques". Paris I-Panthéon-Sorbonne, 12-15 Septembre.
- KALECKI M. (1935)
A macrodynamic theory of business cycles. Econometrica, July.
- KEYNES J.M. (1930)
A treatise on money. Vol. V The pure theory of money. Nouvelle édition 1971, Mac Millan St Martin's Press.
Vol. VI, The applied theory of money. Nouvelle édition 1971, Mac Millan St Martin's Press.
- KEYNES J.M. (1931)
Essays in persuasion. Rupert Hart-Davis, London.
- KEYNES J.M. (1936)
Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie. Traduction Française, Payot (1966)
- KINDLEBERGER C.P. (1978)
Manias, Panics and Crashes : a History of Financial Crisis, Basic Books.
- KLEIN L.R. (1949)
The Keynesian revolution. London, Mac Millan.
- KLEIN L.R. (1954)
The empirical foundations of Keynesian economics. In KURIHARA Editor "Post-Keynesian Economics". Rutgers University Press.
- LEVY-GARBOUA V., WEYMULLER B. (1979)
Macroeconomie contemporaine. Economica, Paris.
- LIPIETZ A. (1873)
L'échec de la première phase. Les Temps Modernes, n° 441Bis, Avril.
- LIPIETZ A. (1983)
Le monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste. La Découverte/Maspéren. Paris
- MADDISON A. (1981)
Les phases du développement capitaliste. Economica, Paris.
- MALINVAUD E. (1977)
The theory of unemployment reconsidered. Basil Blackwell, Oxford.
- MALINVAUD E. (1980)
Profitability and unemployment. Cambridge University Press.
- MALINVAUD E. (1981)
Théorie macroéconomique. Tome 1, Tome 2 (1982). Dunod. Paris.
- MALINVAUD E. (1983)
Le marché du travail en déséquilibre. Document de travail INSEE n° 8306, Mai.
- MINSKY H.P. (1975)
John Maynard KEYNES. Columbia University; ress. New York.
- MINSKY H.P. (1983)
The legacy of Keynes. Working paper n° 49 April, Department of Economics, Washington University.
- MISTRAL J. (1981)
La diffusion inter-nationale inégale de l'accumulation intensive et ses crises. Dans REIFFERS J.L. Editeur : "La recherche en Économie Internationale".
- MONTHLY REVIEW (1977)
Keynesianism : illusions and delusions. April.
- MONTHLY REVIEW (1983)
Listen, Keynesians. January.

- NEGRI A. (1978)
John M. KEYNES et la théorie capitaliste de l'Etat en 1929. In "La classe ouvrière contre l'Etat". Edition Française, Galilée.
- POLANYI K. (1944)
The great transformation. Edition française (1983), Gallimard, Paris.
- ROBINSON J. (1971)
Michael KALECKI. Cambridge Review. October.
- ROSIER B., DOCKES P. (1983)
Rythmes économiques. Crises et changement social, une perspective historique. La Découverte/Maspero. Paris.
- SACHS J. (1980)
The changing cyclical behaviour of wages and prices. American Economic Review.
- SHONFIELD A. (1965)
Modern capitalism. Oxford University Press.
- X-CRISE (1931 - 1939)
Les crises économiques et leur récurrence. Economica, réédition 1982. Paris.